

# Croissance: Le CMC réduit sa prévision

• Au mieux, le PIB devrait croître de 2,6% en 2014

• En cause, le repli de 20 points de la valeur ajoutée agricole

• Faibles performances attendues des activités industrielles

LE Centre marocain de conjoncture (CMC) récidive et réduit sa prévision de croissance. Le PIB ne croîtrait que de 2,6% en 2014 au lieu de 2,7% prévu initialement par le Centre. Une révision à la baisse «qui se base sur les indicateurs économiques du premier trimestre, en particulier l'annonce du repli de la production agricole». Pourtant, la plupart des filières agricoles affichent des performances. C'est le cas des agrumes, de l'oléiculture, de l'éle-

vage et des maraîchages. Des filières qui pèsent pour 85% dans la valeur ajoutée agricole. Et même la récolte céréalière s'annonce proche de l'hypothèse de la

née et à 4,9% en 2015. Le tout, sur fond d'inflation maîtrisée.

La Banque mondiale, l'ONU et l'assureur crédit français Coface avaient

internes, «les réajustements successifs des prix de produits pétroliers ont certes produit une détente relative sur les comptes publics mais l'impact a été ressenti sur les coûts de production et le pouvoir d'achat». Résultat, il faut s'attendre à un tassement de la production et de la demande intérieure.

Paradoxalement, le CMC relève une baisse des dépenses et forte hausse de l'investissement lors du premier trimestre. Ce qui cadre avec les dernières données de la Trésorerie générale du Royaume. Les dépenses ordinaires se sont repliées de 13,3% sous l'effet de la chute de 60% des charges de compensation (6,6 milliards de DH) et les investissements ont bondi de 30,2%. Parallèlement, les recettes ordinaires ont enregistré une légère hausse de 2,5% avec à la clé une amélioration significative du produit des impôts directs et indirects. Du coup, le déficit global a été réduit de 30% sur le premier trimestre par rapport à la même période de 2013. Mais pour le Centre, «cette amélioration des finances publiques se fait au détriment de l'activité économique et de manière générale de la dynamique de croissance».

La configuration sectorielle en 2014 sera marquée par une nette contraction de la production agricole et des activités qui lui sont liées, est-il pronostiqué. Une situation qui sera généralisée

## Grille des prévisions

Loi de Finances 2014	4,2%
ONU	4%
FMI	3,9%
Coface	3,8%
Banque mondiale	3,6%
CMC	2,6%
HCP	2,4%
Bank Al-Maghrib	2,5 - 3,5%

Les estimations de la pluparts des institutions internationales se rapprochent du taux de croissance retenu par le gouvernement. Seules, celles du CMC et du HCP affichent un grand écart

loi de Finances 2014: 67 millions de quintaux contre 70 millions. Un niveau qui a probablement amené le FMI à revoir légèrement à la hausse (+0,1%) sa prévision de croissance à 3,9% cette an-

misé sur le juste milieu par rapport au pronostic du gouvernement. Alors que la loi de Finances table sur un taux de croissance de 4,2% du PIB, ces institutions le situent entre 3,6 et 4%. Bank Al-Maghrib est dans une fourchette variant entre 2,5 et 3,5%. (Voir tableau). Et au bas de l'échelle, se trouve le HCP dont la prévision annoncée en début de l'année ne dépasse guère 2,4%. Le HCP publiera ses prochaines prévisions en juin, une fois la visibilité sera meilleure sur l'issue de la campagne agricole.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle prévision du CMC ne tient pas uniquement

## Autres arguments

LE profil contrasté de la croissance en 2014 s'explique par le comportement des principales composantes de la demande. Selon le Centre marocain de conjoncture, le scénario prévisionnel retient une faible progression de la consommation des ménages. Celle-ci devrait se contracter de 0,2 point par rapport à 2013. Il en est de même de l'investissement dont le volume global progresserait d'à peine 2,6% en valeur réelle. Et la lenteur de la reprise à l'international ne permettra pas une relance suffisante de la demande externe adressée au Maroc. □

à la situation du secteur agricole. «Plusieurs facteurs contraignants expliquent la persistance de déséquilibres qui fragilisent la dynamique de croissance», est-il souligné dans sa dernière note de conjoncture. Il y a d'abord, le faible niveau de la demande extérieure adressée au Maroc. A fin mars dernier, l'export n'a cru que de 3% contre 7% pour les importations. En dehors des industries de l'automobile, de l'électronique et de l'aéronautique, les autres activités y compris les phosphates continuent de subir les contrecoups d'une conjoncture extérieure poussive. Ensuite, les flux financiers nets du tourisme, des MRE et des IDE ne couvrent plus le déficit des transactions courantes.

En ce qui concerne les équilibres

à l'ensemble du secteur primaire dont la valeur ajoutée devrait reculer de 20 points en comparaison avec les performances de 2013. En revanche, la reprise sur certains marchés devrait profiter aux activités industrielles qui ont souffert de la tendance baissière de 2013.

Pour 2014, le Centre table sur un taux de croissance de 2,1% pour l'ensemble du secteur industriel contre 1,5% l'année dernière. L'activité du BTP devrait enregistrer une croissance de 3,5% et celle des services, une progression de 4,3%. □

A. G.